



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 7, n°2 | Juillet 2016

L'adaptation en tension (2/2)

Apports de la méthode mixte pour une analyse globale de la durabilité des circuits courts

Mixed-method approach for a global analysis of the short food supply chain sustainability

Ornella Boutry et Marie Ferru



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11336>

DOI : 10.4000/developpementdurable.11336

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Ornella Boutry et Marie Ferru, « Apports de la méthode mixte pour une analyse globale de la durabilité des circuits courts », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 7, n°2 | Juillet 2016, mis en ligne le 28 juillet 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11336> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.11336

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Apports de la méthode mixte pour une analyse globale de la durabilité des circuits courts

Mixed-method approach for a global analysis of the short food supply chain sustainability

Ornella Boutry et Marie Ferru

- 1 Les circuits courts agricoles (CCA) ne forment pas un phénomène nouveau, puisque les marchés de village ou la vente à la ferme sont des lieux d'échanges ancrés dans l'histoire de l'agriculture française. Le développement de l'agriculture productiviste après la seconde Guerre Mondiale, à travers l'industrialisation, la structuration des filières productives et le développement de la grande distribution, a toutefois provoqué une diminution du poids de ces modes de vente et une augmentation de la distance (multiforme) entre les producteurs et les consommateurs (Chiffolleau, 2008).
- 2 On observe depuis quelques années un renouvellement de ce type de relations marchandes directes, parallèlement aux modes de production et de distribution alimentaires dominants, à travers la réactivation de modes de commercialisation anciens et l'émergence de formes très innovantes de circuits courts (à l'instar de la vente par internet (Chiffolleau, 2008). Par ailleurs, le développement des CCA fait l'objet d'une intense activité médiatique et de nombreux travaux de recherche les présentent comme des « nouveaux » modèles de développement économique plus soutenables et comme une réponse à une demande croissante de la part des consommateurs (Maréchal, 2008 ; Prigent-Simonin et Hérault-Fournier, 2012).
- 3 Initialement caractérisés par une proximité géographique forte et par la réalisation d'échanges avec un minimum d'intermédiaires (Parker, 2005), les CCA sont généralement présentés comme économiquement viables, socialement soutenables et écologiquement responsables.

(1) Au niveau environnemental, les CCA permettraient d'importants bénéfices du fait de leur capacité à mieux préserver les ressources naturelles par des modes de production

plus soucieux de l'environnement et à réduire les distances entre producteurs et consommateurs (Aubry et Chiffolleau, 2009 ; Capocci, 2014 ; Maréchal et Spanu, 2010).

(2) Au niveau social, les CCA participeraient à la construction et à la valorisation d'une cohésion sociale entre producteurs et consommateurs d'une part (Hochedez, 2008 ; Hérault-Fournier *et al.*, 2009 ; Praly *et al.*, 2009) et entre producteurs au sein de la filière agricole d'autre part (Boivin, 2009 ; Dubuisson-Quellier *et al.*, 2006 ; Fourcade, 2006). La désintermédiation sur laquelle reposent les circuits courts serait également l'occasion pour les producteurs de gagner en autonomie dans leur travail et de retrouver des relations moins asymétriques au sein des filières (Chiffolleau et Prévost, 2012 ; Dufour et Lanciano, 2012 ; Capt, 2008).

(3) Au niveau économique, les circuits courts ouvriraient de nouvelles opportunités de redistribuer de la valeur ajoutée à travers le lien étroit existant entre territoire, client et produit (Praly *et al.*, 2009 ; Capt et Chiffolleau, 2011 ; Richard *et al.*, 2014). Les synergies entre les acteurs seraient, de plus, à la base de projets de territoire, plus stables et moins nomades, et donc de développement à long terme sur le territoire (Dufour et Lanciano, 2012 ; Marsden *et al.*, 2000 ; Renting *et al.*, 2003, Aubry et Chiffolleau, 2009).

- 4 Face au développement des CCA dans nos sociétés, le Ministère de l'agriculture a développé, en 2009, un plan d'action afin de mieux comprendre leur fonctionnement et leur performance. Si les travaux réalisés dans cette direction ont permis d'améliorer le niveau de connaissances, nous constatons un manque encore prégnant de validation empirique. Compte tenu du manque de données disponibles sur le sujet, la majorité des travaux se centre soit sur un des piliers du développement durable soit sur un type de CCA particulier. Egalement et surtout, d'un point de vue méthodologique, on observe soit des études de cas spécifiques et non généralisables, soit des cadres méthodologiques basés sur des critères quantitatifs pertinents mais difficilement opérationnalisables.
- 5 Dans ce cadre, nous proposons d'enrichir l'analyse empirique de la durabilité des exploitations en CCA grâce à un cadre méthodologique original basé sur une méthode mixte d'analyse. Plus précisément, nous montrons comment la combinaison d'approches et matériaux à la fois quantitatifs et qualitatifs permet une analyse globale (prise en compte des trois piliers du développement durable et de leurs interactions) et précise (perception et description des choix des exploitants). La collecte des données repose sur la réalisation d'enquêtes intégrant à la fois un entretien semi-directif et un questionnaire et les données sont traitées selon une approche quantitative (statistiques) et qualitative (verbatim). Cette méthodologie est ensuite éprouvée empiriquement pour tester de sa pertinence : une première opérationnalisation de notre grille est ainsi réalisée à partir de l'analyse d'une trentaine d'exploitations en CCA, situées en régions Poitou-Charentes et Nord-Pas-de-Calais. Les cas étudiés correspondent à la définition officielle des CCA qui limite les circuits courts à l'existence d'« un intermédiaire au maximum entre le producteur et le consommateur » (rapport du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, avril 2010)¹.

1. Propositions méthodologiques pour l'analyse de la durabilité des CCA

- 6 Après une revue synthétique de la littérature centrée sur les méthodologies mobilisées pour l'analyse de la durabilité des CCA, nous présentons et positionnons notre cadre méthodologique dont l'originalité repose principalement sur la combinaison de

matériaux quantitatifs et qualitatifs. Nous apportons enfin des éléments relatifs au corpus d'étude mobilisé pour une première opérationnalisation de notre cadre méthodologique.

1.1. Travaux empiriques existants et méthodologie mobilisée dans la littérature

- 7 Les travaux empiriques existants sur la durabilité des CCA se sont développés ces dernières années, mais ils apparaissent trop souvent compartimentés, en raison notamment de la faible disponibilité des données sur le sujet. Chafotte et Chiffolleau (2007), Maréchal (2008) et Chiffolleau et Gauche (2013) précisent que les travaux existants sont souvent réduits à l'analyse d'une ou de quelques modalités de CCA ou restent trop fréquemment centrés sur l'étude d'un type de productions (à l'exception de quelques travaux, voir notamment Chevallier *et al.*, 2014). Les recherches ont également tendance à se focaliser sur une des dimensions du développement durable (cf. tableau 1) et supposent généralement certaines de leurs vertus sans preuves matérielles fortes comme le soulignent notamment Maréchal et Spanu (2010) ou Aubry et Chiffolleau (2009). L'analyse de leur dimension économique se heurte encore plus particulièrement à un problème de données et il apparaît difficile jusqu'alors de vérifier la performance économique des CCA : « la dimension économique est (...) peu abordée dans les travaux étudiés, même si un ensemble de programmes récents ont intégré cette question »² (Praly *et al.*, 2014, p. 465).

Tableau 1. Revue non exhaustive des travaux empiriques par pilier du développement durable

Pilier économique	Pilier sociétal	Pilier environnemental
Chafotte et Chiffolleau (2007)	Dufour et Lanciano (2012)	Maréchal et Spanu (2010)
Delfosse et Bernard (2007)	Langhade (2010)	Penker (2006)
Kneafsey <i>et al.</i> (2013)	Praly <i>et al.</i> (2009)	
Lanciano et Saleilles (2010)	Renting <i>et al.</i> (2013)	
Lescureux (2003)	Herauld-Fournier et Prigent-Simonin (2005)	
Detre <i>et al.</i> (2011)	Herauld-Fournier et Prigent-Simonin (2006)	

- 8 On observe également une segmentation méthodologique, entre d'un côté des études de cas spécifiques exclusivement qualitatives (voir Praly *et al.* (2013) et Maréchal et Spanu (2010) notamment) et de l'autre des travaux basés sur un recensement de critères quantitatifs caractérisant la durabilité. La méthode des Indicateurs de Durabilité des Exploitations Agricoles (IDEA), initialement élaborée (au cours de ses trois versions 1998, 2003, 2008) pour l'analyse de la durabilité des exploitations agricoles quel que soit leur mode de commercialisation (Vilain *et al.*, 2008), permet un tel recensement. Plus

précisément, elle a été conçue pour : « formaliser 1) le cadre théorique du concept d'exploitation agricole durable pour les besoins de l'enseignement agronomique ; 2) rendre opérationnel ce concept dans un objectif managérial pour permettre à un(des) agriculteur(s) qui souhaite(nt) s'engager dans une démarche d'agriculture durable, d'évaluer son(leur) niveau de performance global dans une démarche pédagogique d'auto-évaluation » (Zahm et al., 2013, page 10).

- 9 Les critères ainsi établis apparaissent pertinents mais « n'ont pas fait l'objet de tests de validité sur des bases de données ou des terrains d'étude » (Aubert et Enjolras, 2015, page 3) jusqu'alors compte tenu notamment de leur exhaustivité et technicité. Par ailleurs, ces critères de durabilité sont essentiellement quantitatifs et proviennent de questionnaires fermés ne permettant pas d'intégrer des éléments de compréhension des trois piliers et le caractère systémique du développement durable. Enfin, les critères de durabilité n'étant pas spécifiques aux CCA, il est apparu nécessaire d'intégrer d'autres indicateurs (cf. pilier environnemental notamment).
- 10 Cette revue de la littérature nous a permis d'identifier un ensemble de critères pertinents (par exemple le chiffre d'affaires, le chiffre d'affaires par emploi, le nombre d'UTA, le nombre de traitements...) pour l'analyse de la durabilité des CCA (à la manière de Aubert et Enjolras (2015), de Chiffolleau et Gauche (2013), ou du projet Casdar 2010³) mais également d'observer la nécessité de compléter ces indicateurs quantitatifs par du matériau qualitatif grâce notamment à des données relatives à la perception des acteurs (estimation de la qualité de vie par exemple) et à l'organisation de l'activité en CCA (histoire et évolution).

1.2. Les apports d'une méthode mixte pour l'analyse de la durabilité des CCA

- 11 Pour enrichir l'analyse de la durabilité des CCA, nous proposons de mobiliser la méthode mixte d'analyse (Small, 2011), méthode qui repose sur l'intégration, la collecte, l'analyse et/ou la combinaison de données quantitatives et qualitatives dans un même travail. L'intérêt est que *“both qualitative and quantitative research, in combination, provide a better understanding of a research problem or issue than either research approach alone”* (Creswell et Plano Clark, 2007, p. 5). La combinaison des données quantitatives et qualitatives conduit à une plus grande validité quand une méthodologie unique ne fournit pas l'ensemble des informations nécessaires ; elle permet de générer de nouvelles connaissances (Stange et al., 2006). De même, les analyses qualitatives et quantitatives ne sont pas irréductibles mais complémentaires (Winter, 1984). Alors que les méthodes quantitatives donnent des résultats plus systémiques et permettent de tester l'existence de liens entre variables, leurs résultats peuvent être mal interprétés sans données qualitatives. Les approches qualitatives, malgré le possible biais relatif à la subjectivité du discours de la personne interrogée et leur caractère contextuel, permettent de comprendre en profondeur les processus complexes (Testenoire et Trancart, 2003 ; Gondard-Delcroix, 2006) et de décoder les comportements économiques ; elles sont également un moyen de préciser et enrichir les données existantes et le moyen d'obtenir des données originales non disponibles.
- 12 Pour notre sujet, la collecte des données repose sur la réalisation d'enquêtes auprès d'exploitants en CCA décomposées en : 1) un entretien semi-directif portant sur l'exploitation et l'activité productive en général (création, évolution, organisation) et 2)

un questionnaire sur les trois dimensions du développement durable (combinaison de questions ouvertes et fermées).

- 13 Alors que la première partie permet de collecter des données exclusivement qualitatives, la seconde partie est le moyen de recueillir des informations qualitatives et quantitatives et de construire différentes variables relatives aux piliers économique, social et environnemental (voir tableau suivant). C'est dans cette seconde partie que nous avons intégré certains des critères de durabilité de la méthode IDEA, ceux nous apparaissant indispensables (Chiffre d'Affaires, Excédent Brut d'Exploitation, données relatives à l'emploi, nombre de traitements réalisés, contractualisation de Mesures Agro-Environnementales, etc.) pour évaluer la durabilité des exploitations en CCA.
- 14 Pour enrichir l'analyse des trois piliers, nous avons cherché à ne pas limiter la dimension économique à la question du chiffre d'affaires (CA) et avons intégré des données qualitatives (auto-estimation sur la pérennité de l'exploitation par exemple). De même, l'expertise d'un économiste du Centre d'Economie Rurale (CER) France, nous a permis d'établir des « seuils » de performances économiques pour les exploitations en CCA⁴, nous amenant à privilégier le calcul de ratio tenant compte du nombre d'UTA (unité de travail annuel)⁵ de manière à gommer l'effet taille et à rendre les exploitations comparables. De même, s'agissant des données relatives à la dimension sociétale des CCA, nous avons cherché à évaluer la qualité de vie des exploitants et les relations sociales entre les agents impliqués dans les circuits courts grâce à la construction de plusieurs indicateurs complémentaires. Enfin, concernant le pilier environnemental, les données sur les impacts environnementaux selon les modes de commercialisation (Redlingshöfer, 2008) sont très rares et l'identification d'« indicateurs pertinents pour rendre compte des impacts environnementaux » (Aubry et Chiffolleau, 2009) trop limitée. La méthode IDEA ne proposant pas d'indicateurs environnementaux propres à la commercialisation en CCA (cf. supra), nous avons choisi de combiner des indicateurs relatifs à la distance (food miles, complété par d'autres indicateurs environnementaux) et aux pratiques productives (label agriculture biologique par exemple), complétés par des données issues d'« une méthode compréhensive pour explorer la perception et les actes d'agriculteurs dans des exploitations commercialisant au moins partiellement en circuits courts, tant il était délicat d'arrêter une définition a priori des pratiques environnementales vertueuses » (Maréchal et Spanu, 2010, p. 35).

Tableau 2. Présentation des critères mobilisés (par pilier et nature des données)

Double	quantitatives	qualitatives
		CA
Economique	EBE	Types activité
	EBE/CA	Types canaux commercialisation
	CA/UTA	Raisons commercialisation CCA
	Aides financières	
	Nombre de produits	
	Nombre canaux commercialisation	
Social	Nombre UTA	Raisons achat consommateurs
		Pluriactivités
		Relations consommateurs
		Participation association
		Sources d'informations
		Isolément
		Qualité de vie
Environnemental	Distance km consommateur	MAE
	IFT	Traitements
	Nombre de cultures	Irrigation
		Réduction transport
		Production bio

NB : Les critères portent sur l'ensemble des productions de l'agriculteur et non sur les seules productions vendues en CC

IFT = Indicateur de Fréquence de Traitements phytosanitaires

- 15 La partie « entretien » est intégralement retranscrite afin d'avoir un recueil de *verbatim* (ie. données brutes de l'enquête) et l'ensemble des données qualitatives issues du questionnaire sont codées grâce au classement et à la transformation des données brutes en fonction de notre grille d'analyse⁶. Le codage permet un traitement statistique des données qualitatives nécessaire pour comparer et positionner les exploitations enquêtées.
- 16 Une première opérationnalisation de cette grille méthodologique a été réalisée sur 27 exploitants agricoles réalisant au moins une partie de leur commercialisation en CCA (selon la définition officielle du ministère⁷) ont été interrogés en face à face ou par téléphone pendant une heure et demi environ. L'échantillon a essentiellement été construit de manière aléatoire à partir de l'annuaire « Bienvenue à la ferme »⁸ ce qui nous permettait de nous assurer de la diversité productive de notre échantillon.

1.3. Opérationnalisation du cadre méthodologique sur deux terrains d'étude

- 17 Avec 4 millions d'habitants (322 hab./km²) et les 2/3 de son territoire en surfaces agricoles (838000 ha), le Nord-Pas-de-Calais est une grande région agricole en même temps qu'une grande région urbaine. Les céréales, largement destinées au marché national et international, sont majoritaires (45 % de la SAU régionale). Mais le Nord-Pas-de-Calais possède également quelques particularités : la région représente une part importante des surfaces françaises en pommes de terre (première région française), en betteraves industrielles (troisième région), en légumes frais (troisième région) et est

également la deuxième région française pour la malterie et la brasserie (données Agreste, 2010). Quasiment une exploitation sur cinq en Nord-Pas-de-Calais est engagée dans une forme de CCA, ce qui situe la région juste en dessous de la moyenne nationale (21 % selon le recensement agricole de 2010). Avec 1,77 millions d'habitants (68 hab./km²) et plus des 2/3 de son territoire en surface agricole (1715746 ha), le Poitou-Charentes est une région agricole et rurale. Malgré une spécialisation croissante, la région reste caractérisée par une diversité forte dans ses productions animales et végétales. Le secteur des grandes cultures se démarque avec plus de 40 % de la SAU régionale (2^{ème} région céréalière et oléagineuse). Le Poitou-Charentes est également la première région caprine de France (31 % du cheptel national et 45 % des livraisons de lait de chèvre à l'industrie de transformation). Seule 1 exploitation sur 10 de la région (11 % des exploitations de la région) commercialise au moins une partie de sa production en CCA, ce qui situe la région très en-dessous de la moyenne nationale (21 %). Les CCA ne sont pas sur-représentés dans ces régions, la part des CCA étant proche de la moyenne française en Nord-Pas de Calais et en-dessous en Poitou-Charentes (cf. annexe 1 pour les indices de spécialisation et spécificités le démontrant).

2. Vers une évaluation de la durabilité des CCA

- 18 Avant de nous concentrer sur les trois dimensions du développement durable, nous présentons les exploitations enquêtées, révélant une certaine diversité et certaines spécificités parmi les exploitations en CCA.

2.1. Diversité des exploitations en CCA

- 19 De simples statistiques descriptives de notre échantillon révèle un premier résultat important : la diversité des cas en CCA.
- 20 14 exploitations enquêtées sont situées en Nord-Pas-de-Calais et 13 en Poitou-Charentes. Plus précisément, au regard des caractéristiques des exploitations et exploitants de notre étude (cf. annexe 2), les chefs d'exploitations sont majoritairement des hommes âgés en moyenne de 46 ans, ce qui est proche de l'âge moyen dans les deux régions étudiées (48 ans). Le statut juridique le plus fréquemment rencontré est celui d'entrepreneur individuel (15 sur 27) devant les sociétés, ce qui correspond là-encore à la situation générale dans les deux régions. La surface agricole utile (SAU) moyenne des exploitations enquêtées est de 77 ha, ce qui est supérieure à la moyenne régionale de nos deux terrains (61 ha en Nord-Pas-de-Calais et 68 ha en Poitou-Charentes, Agreste, 2010). La SAU des exploitations en CCA est inférieure à la moyenne globale régionale en Nord-Pas-de-Calais (47 contre 61ha) et quasi-équivalente en Poitou-Charentes (66 contre 68ha, Agreste, 2010). Par ailleurs, la majorité des exploitations possèdent un atelier de transformation (18 exploitations sur 27). Quasiment une exploitation sur deux réalise des activités annexes à la production alimentaire (fermes pédagogiques, visites et dégustations notamment).
- 21 La moitié des exploitations ont commencé la commercialisation de leurs produits en CCA depuis plus de 15 ans. Les exploitants rencontrés vendent en moyenne 65 % de leur chiffre d'affaires par ce biais, selon différentes modalités. En effet, ils mobilisent entre 2 et 8 canaux de commercialisation en CCA différents (3,7 en moyenne), confirmant ainsi l'idée selon laquelle : « il est fréquent que l'on rencontre au moins deux formes de CCA sur la même exploitation » (Aubry et Chiffolleau, 2009). La vente directe (marchés de plein vent et

vente à la ferme) reste cependant le mode de commercialisation en CCA dominant (25 sur 27 exploitations), de la même manière que dans les travaux de Chiffolleau et Gauche (2013).

- 22 Par ailleurs, on observe que la majorité des exploitants rencontrés (16 sur 27) vendent à la fois en circuit long et en CCA, rappelant que les CCA ne sont pas des systèmes « alternatifs », s'affranchissant de la logique marchande (Chiffolleau et Gauche, 2013), mais plutôt des systèmes hybrides (Dubuisson-Quellier, 2008 ; Chiffolleau *et al.*, 2008). Les exploitants, comme ils l'expliquent, « *tablent partout où c'est possible* » afin de « *répartir les risques, diversifier les débouchés* »⁹. Cette diversité des formes de commercialisation permet de répondre à la demande des consommateurs « *qui fréquentent les circuits courts mais aussi très souvent les grandes surfaces voire les hard-discount* » (Aubry et Chiffolleau, 2009).

2.2. Dimension économique

- 23 L'annexe 3 synthétise pour chacune des variables mobilisées pour l'évaluation des performances économiques les résultats obtenus. Sur les 23 exploitations pour lesquelles nous avons pu récupérer les données, 13 exploitations affichent un CA/UTA supérieur au seuil de 100 000 € ce qui semble révélateur d'une certaine viabilité économique des exploitations (cf. supra, seuil établi selon l'expertise CER). Le ratio moyen EBE/UTA apparaît quant à lui relativement faible en étant inférieur à 35 000 € et seules sept exploitations sur 27 affichent un ratio supérieur à 35 000 €, seuil à partir duquel les exploitants semblent être en mesure de se dégager un revenu minimum (égal au SMIC). Ce dernier résultat souligne l'existence de difficultés économiques pour les exploitants en dessous de ce seuil et nuance les performances économiques des CCA enquêtés.
- 24 Les données qualitatives et notamment les raisons données par les exploitants dans le choix d'une commercialisation en CCA révèlent l'importance des aspects économiques. Plus d'un exploitant sur deux commercialisent une partie de sa production en CCA dans le but de mieux valoriser son travail/ses produits. La deuxième raison la plus souvent mentionnée fait référence à la désintermédiation permise par les CCA (10 exploitants). Les raisons citées par les exploitants de notre échantillon renvoient ainsi aux avantages souvent mis en évidence dans les travaux existants sur les circuits courts : les agriculteurs se libèrent du contrôle des intermédiaires, maîtrisent davantage la vente de la production et peuvent obtenir un meilleur prix pour leur production (Capocci, 2014). Les entretiens soulignent également la rentabilité économique de la vente directe : un maraîcher explique par exemple qu'il est « plus rentable de faire du direct, même s'il y a des frais » car cela permet de valoriser toutes les catégories (pommes irrégulières et/ou non calibrées pour pouvoir être vendues en GMS, peuvent être valorisées en CCA en catégories déclassées) ; le producteur peut dégager un prix pour les qualités qui sinon ne vaudraient rien sur les circuits longs (cf. Praly *et al.*, 2014).
- 25 Une autre raison souvent mise en évidence lors des entretiens est la question des contraintes et des opportunités de structure (13 exploitants) : « En tant qu'agriculteur, on est des employés du circuit long, donc la seule marge de manœuvre est d'augmenter la surface, ce qui n'est pas toujours possible. On voulait sortir de ce système et les enfants souhaitaient revenir sur l'exploitation, donc on a introduit les circuits courts » nous indique un des éleveurs interrogés. Les circuits courts apparaissent donc souvent comme un moyen d'assurer du revenu pour un plus grand nombre de personnes sur une même exploitation. On retrouve ainsi l'idée avancée par Dufour et Lanciano (2012) selon laquelle

les CCA seraient susceptibles d'offrir de nouvelles opportunités de pérennisation de l'activité et d'augmentation du revenu des agriculteurs pour certaines exploitations agricoles en difficulté, ou qui ne disposent pas de la taille suffisante pour explorer les circuits longs de distribution.

- 26 Nous avons calculé un indicateur de dépendance aux aides (Aides/CA) ; la moyenne étant de 7 % pour les exploitations étudiées, les résultats économiques de ces dernières apparaissent ainsi très déconnectés des aides, et notamment des aides PAC.
- 27 Pour les 27 exploitations enquêtées, le nombre moyen de productions différentes¹⁰ s'élève à 2,7 avec 5 exploitations spécialisées sur 1 seul type de production et 16 diversifiées autour d'au moins 3 types différents (cf. tableau annexe 3 et note de bas de tableau pour des précisions). Aujourd'hui, alors que l'activité agricole est fortement dépendante des prix mondiaux des biens alimentaires, le fait de diversifier son activité d'une part, et de vendre une partie de sa production en circuits courts d'autre part, permet aux exploitations de se protéger des variations de prix et de stabiliser ainsi leurs revenus.
- 28 Des données sur l'emploi permettent quant à elles de valider l'idée selon laquelle les CCA sont plus gourmands en main d'œuvre et donc potentiellement créateurs d'emplois sur les territoires. Ainsi, le nombre d'UTA moyen pour les exploitations enquêtées est de 3,3 UTA par exploitation et de 0,5 UTA par ha, soit 20 fois plus que la moyenne régionale (toutes exploitations confondues), validant ainsi l'idée selon laquelle les CCA mobilisent davantage de main d'œuvre que la moyenne des exploitations.
- 29 Enfin, nous avons complété notre analyse des bénéfices économique des CCA par une auto-estimation de pérennité de l'exploitation. Les exploitants indiquent à 67 % (18 exploitants) que son existence est quasi-certaine dans 10 ans, exprimant une relative sérénité par rapport à l'avenir de leur exploitation.
- 30 Si la présence des CCA sur une exploitation n'est pas un gage certain de viabilité, nous avons mis en évidence plusieurs paramètres attestant de la performance économique des exploitations de notre échantillon, idée validée par la perception des exploitants. Pour les territoires, le fait d'avoir des exploitations qui pratiquent la vente en CCA peut apparaître comme un moyen d'avoir de l'activité économique pérenne, faiblement dépendante des aides publiques et pourvoyeurs d'emplois.

2.3. Dimension sociétale et proximité socio-économique

- 31 Les résultats relatifs aux différents indicateurs de performances sociétales des CCA sont synthétisés en annexe 4. Une auto-estimation par les exploitants de leur qualité de vie révèle tout d'abord un niveau moyen relativement élevé (4,1 sur 6 en moyenne) ; seuls 3 agriculteurs sur les 27 enquêtés donnent une valeur inférieure à 3 sur 6. Parmi les raisons réduisant leur niveau de qualité de vie, on retrouve prioritairement le temps de travail (cité par 19 exploitants sur les 27 interrogés), résultat qui va dans le sens de travaux antérieurs (Dufour et Lanciano, 2012 ; Aubry et Kebir, 2013). Ainsi, en plus de la motivation économique (cf. supra), les agriculteurs interrogés verraient un intérêt d'ordre social à vendre en CCA (interaction pilier économique/pilier social).
- 32 L'acceptation par les agriculteurs d'une charge de travail importante s'explique par le fait que ce mode de commercialisation est considéré comme une « façon de lutter contre la fragilisation économique et sociale générée, pour partie, par l'organisation des filières et des marchés » en circuits longs (Chiffolleau, 2008). Par ailleurs, en dépit du temps de travail

important, la commercialisation en circuits courts contribue à une reconnaissance sociale du travail et à une meilleure image auprès des consommateurs que les agriculteurs « conventionnels ». Cette reconnaissance apparaît particulièrement importante pour les agriculteurs dont l'image a souffert d'une série de crises liées à l'adoption de pratiques peu respectueuses de l'environnement (Joly et Paradeise, 2003 ; Chiffolleau et Prévost, 2012) et révèle l'existence d'interactions entre les piliers social et environnemental.

La commercialisation en CCA requiert un investissement important en temps de travail car il implique pour l'exploitant de nouvelles fonctions – vente, accueil à la ferme, marketing, transformation des produits, etc. – en plus de la fonction « traditionnelle » de production (Capocci, 2014). C'est la contrepartie de la diminution des contraintes par rapport aux filières longues (Chiffolleau et Gauche, 2013) et les « contraintes inhérentes en termes d'organisation et de pénibilité du travail » peuvent menacer « la pérennité des projets sur le long terme » (Dufour et Lanciano, 2012) comme le confirme un exploitant : « l'exploitation dans 10 ans, elle existera toujours, mais pas en circuits courts car mon fils ne voudra pas y passer autant de temps que nous ». Ainsi, les exploitants croient en la pérennité de leur exploitation en dépit de la charge de travail qui peut être un frein à la reprise par leurs enfants.

- 33 Les exploitants enquêtés indiquent globalement ne pas se sentir isolés, l'isolement est évalué en moyenne à 0,7 sur 3 et seul 1 exploitant a donné la graduation maximale (égale à 3) alors que 17 exploitants sur les 27 rencontrés ont donné la graduation minimale (égale à 0). Ce sentiment s'explique par l'importance des relations interpersonnelles en CCA qui vient compenser l'importance du temps de travail passé pour l'activité productive. En effet, les relations producteurs/consommateurs sont globalement importantes : les exploitants interagissent de manière régulière avec leurs clients sur les méthodes de production ou en matière culinaire.
- 34 Le poids des relations sociales est toutefois relativement hétérogène en fonction du type de CCA : elle apparaît plus forte lors de la vente à la ferme (25 exploitants sur 27) où le contact en face à face existe et la relation est plus poussée (échange d'informations sur le mode de production notamment). Les exploitants indiquent même connaître et reconnaître ce type de clients en dehors de leur ferme. Cette proximité s'affaiblit lors de marchés de plein vent et est encore plus faible voire même nulle dans le cas des magasins de producteurs, sorte de reproduction locale de filières longues où la relation client n'existe pas nécessairement et qui conduit certains exploitants à ne pas vouloir recourir à ce mode de commercialisation.
- 35 Les relations entre producteurs et consommateurs ont un impact positif sur la dimension économique (ie. interdépendances entre les piliers du développement durable) : un exploitant nous explique que « ce sont les clients qui ont fait évoluer les produits » et leur permettent de se différencier, d'ajuster leurs prix, de faire évoluer l'offre (Chiffolleau et Laporte, 2004 ; Praly *et al.*, 2009). Dans le même sens, un exploitant explique qu'« avec la vente directe, on a plus envie de faire de la qualité », de valoriser toujours plus le produit, réaffirmant l'élaboration d'une qualité spécifique en vente directe (et absente des circuits longs normalisés) (Praly *et al.*, 2014 ; Praly et Chazoule, 2013).
- 36 Les relations sociales semblent également importantes entre producteurs : 15 exploitants sur les 27 interrogés indiquent avoir des relations informelles et d'échanges avec d'autres agriculteurs et le recours à une CUMA (pour 14 exploitants), à un mode de vente en commun (pour 13 d'entre eux) ou à un syndicat agricole (11).

- 37 Au total, en dépit du temps de travail important, l'activité en CCA est vectrice d'une meilleure reconnaissance du métier d'agriculteur et de cohésion sociale sur les territoires. On observe également comment les bénéfiques en termes sociaux (relations sociales, reconnaissance, etc.) peuvent venir interagir avec les performances économiques (opportunités de valorisation des produits, acceptation d'un temps de travail supérieur, etc.), rappelant l'importance du caractère systémique du développement durable.

2.4. Dimension environnementale et proximité géographique

- 38 Plusieurs indicateurs sont mobilisés ici pour rendre compte de la performance environnementale des exploitations en circuits courts (cf. annexe 5). L'évaluation des distances parcourues entre le consommateur et le producteur, renvoyant ainsi aux travaux relatifs aux "food miles" (Pirog et Benjamin, 2003 ; Saunders *et al.*, 2006 ; Sireix *et al.*, 2008), révèle une distance moyenne de 70km en CCA, avec un écart type égal à 109 autour de cette moyenne, indiquant une certaine hétérogénéité. Dans notre cas, 20 exploitations sur les 27 interrogées ne dépassent pas les 80 km.
- 39 Lors des entretiens, les exploitants ont fréquemment indiqué qu'ils cherchaient à raisonner leurs trajets et plus précisément « à rentabiliser leurs déplacements » (camionnettes pleines notamment). Même si les premières motivations à ce raisonnement apparaissent économiques, ils restent bénéfiques d'un point de vue environnemental (diminution des pollutions) et social (cela incite les agriculteurs à entretenir des relations avec d'autres agriculteurs pour organiser collectivement les livraisons de leurs produits), soulignant là-encore les interdépendances entre les trois piliers du développement durable.
- 40 La limitation des distances et des trajets parcourus ne peut toutefois suffire pour considérer que les circuits courts sont plus écologiques. En effet, de nombreux travaux existants rendent compte des polémiques autour de cette question (Redlingshöfer, 2008 ; Schlich *et al.*, 2006). Ainsi, le bénéfice provenant d'une réduction des distances parcourues peut être annihilé par des inconvénients en termes de logistique (comparativement aux filières longues où elle est optimisée) et par une utilisation insuffisante des capacités de production et de transport aussi bien du côté du producteur (petite taille de véhicules, faible quantité transportée, retours à vide, etc.) (Capocci, 2014) que du consommateur (multiplication des déplacements pour assurer la totalité des consommations).
- 41 Aussi, nous devons compléter l'analyse par des indicateurs relatifs aux modes de production (Aubry et Chiffolleau, 2009). En effet, le poste transport n'est, par exemple, responsable « que » de 17 % du total des émissions de gaz à effet de serre alors que les postes liés à la production (« agriculture » et « élevage et alimentation des animaux ») représentent 57 % du total des émissions (Civam Bretagne, 2009). La question des pratiques productives et de leur évolution représente donc un enjeu stratégique de l'approche énergétique des circuits de distribution (*ibidem*).
- 42 La certification en agriculture biologique nous offre également un moyen de réfléchir au lien éventuel entre commercialisation en CCA et pratiques productives plus vertueuses (Maréchal et Spanu, 2010). Ainsi, 6 agriculteurs sur les 27 interrogés sont certifiés en agriculture biologique, soit 22 %, ce qui est supérieur à la moyenne en Nord-Pas-de-Calais et en Poitou-Charentes (respectivement 1,96 % et 2,3 % d'exploitations déclarant une certification biologique pour au moins un produit (Agreste, 2010). Nous retrouvons ici des

résultats proches d'autres études (Aubry et Chiffolleau, 2009). Mais, si la certification biologique a l'avantage de fournir des repères clairs (certifié ou non), elle n'épuise pas la question des pratiques productives des agriculteurs en CCA puisqu'elle « ne recouvre à elle seule l'ensemble pratiques d'intérêt écologiques » (Maréchal et Spanu, 2010). Par ailleurs, plusieurs exploitants rencontrés se sont dits être « proches du bio », mais sans souhaiter être certifiés (du fait des contraintes plus importantes). Pourquoi ? Nous avons également rencontré des exploitants qui percevaient la certification biologique comme un moyen supplémentaire (comme les circuits courts) de diversifier les ventes, révélant là-encore les interactions entre les piliers économique et environnemental.

- 43 De plus, 12 exploitants sur les 27 interrogés déclarent n'utiliser aucun traitement chimique pour les produits commercialisés en CCA. Ces résultats méritent tout de même quelques précautions dans leur utilisation puisqu'elles reposent sur du déclaratif, sachant que le discours des agriculteurs peut avoir été « cadré par leurs réseaux de référence ou le langage "environnementalement correct" que les agriculteurs ont appris à parler au fil des législations successives » (Maréchal et Spanu, 2010).
- 44 Nous avons également collecté des données relatives au nombre de cultures (nombre de fruits, de légumes et de grandes cultures différentes) au sein des exploitations enquêtées. Nous comptons en moyenne 8 cultures différentes au sein de notre échantillon. Le processus de standardisation des produits agricoles imposé par la grande distribution a réduit de manière évidente la diversité des produits vendus et donc produits. Ainsi, les CCA contribuent, à travers la réhabilitation de variétés adaptées aux conditions locales, à une sauvegarde de la biodiversité des espèces cultivées (Cerdd, 2010).
- 45 Au total, les données complémentaires aux travaux existants sur la dimension environnementale nous permettent de mettre en évidence certains signes positifs vis-à-vis de l'environnement, mais les CCA ne peuvent être un gage de performance environnementale compte tenu de la diversité des positionnements productifs des exploitations en CCA (production biologique vs. production « conventionnelle »). Il apparaît enfin que les choix environnementaux des exploitants sont fortement liés aux bénéfices économiques (mutualisation des transports, labellisation, etc.), révélant là-encore les interactions entre les différents piliers du développement durable.

Conclusion

- 46 Notre présent travail a consisté à développer un cadre méthodologique cherchant à enrichir les travaux empiriques sur la durabilité des CCA grâce à une méthode mixte d'analyse. La combinaison de matériaux qualitatifs et quantitatifs permet d'obtenir une analyse à la fois complète et précise des trois piliers du développement durable tout en intégrant son caractère systémique. Nous avons ensuite procédé à une opérationnalisation de ce cadre sur 27 exploitations afin de tester de sa pertinence.
- 47 Les données collectées semblent répondre à notre objectif, leur diversité permet de donner une vision complète mais nuancée de la durabilité des CCA.
- 48 Si certains résultats permettent d'attester d'une certaine performance économique de la majorité des exploitations de notre échantillon, les circuits courts ne peuvent apparaître comme un gage de viabilité économique compte tenu de l'hétérogénéité des cas. Les exploitations en CCA affichent assez nettement des résultats économiques largement déconnectés des aides publiques et sont plus fortement créatrices d'emplois, constituant

ainsi un vecteur de développement territorial. Les résultats économiques dégagés par la commercialisation en CCA impliquent toutefois une charge importante de travail, compensée par une meilleure reconnaissance du métier d'agriculteur, montrant les interactions entre les piliers économique et social du développement durable. Plus largement, les relations sociales – surtout lors de la vente directe – apparaissent comme des ressources pour l'activité agricole (en orientant la production). Enfin, concernant les performances environnementales, si la question des distances (food miles) est encore en débat (proximité plus forte entre consommateurs et producteurs vs. faiblesses logistiques), les pratiques productives semblent être vertueuses et sont en même temps fortement liées à la recherche de bénéfices économiques. Là-encore, ce mode de commercialisation ne semble pas constituer un gage de viabilité écologique et dépend fortement du positionnement productif des exploitants (production biologique vs. production « conventionnelle »).

- 49 L'objectif de ce papier étant principalement méthodologique, ces premiers résultats sont à confirmer et la collecte de données doit être poursuivie pour augmenter la taille de l'échantillon et pouvoir systématiser les résultats (grâce à de la modélisation) et à tester des corrélations entre caractéristiques des exploitations et performances de chacun des trois piliers.

BIBLIOGRAPHIE

Agreste, 2010, *Recensement agricole*.

Aubert M. et Enjolras G., 2015, « Les circuits courts au cœur des enjeux de la durabilité en agriculture Le cas des exploitations arboricoles françaises », *Colloque de la Société Française d'Économie Rurale Structures d'exploitation et exercice de l'activité agricole : Continuités, changements ou ruptures ?*, 12-13 février 2015 Rennes, France.

Aubry C. et Kebir L., 2013, "Shortening of the food supply chains : a mean for maintaining agriculture close to urban areas ? The case of the French metropolitan region of Paris", *Food Policy*, n° 41, p. 85-93.

Aubry C. et Chiffolleau Y., 2009, « Le développement des circuits courts et l'agriculture périurbaine : histoire, évolution en cours et questions actuelles », *Innovations agronomiques*, 5, p. 53-67.

Aubry C. 2012, « Les circuits courts sont-ils durables ? Éléments issus d'approches technico-économiques », *Rencontres Terres en ville*, Lille, 6 juillet.

Berthier N., 2006, *Les techniques d'enquête en sciences sociales. Méthodes et exercices corrigés*, 3^e édition, Armand Colin, 352 pages.

Boivin N., 2009, « Vers une gouvernance de la proximité : le cas de l'agriculture de qualité », 6^e *jours de la Proximité*, Poitiers, 14-16 octobre.

Boutry O., Ferru M., « Les circuits courts. Un modèle soutenable fondé sur les proximités ? », in Mundler P., Rouchier J. (coord.), *Alimentation et proximités, Jeux d'acteurs et territoires, Transversales*, Educagri éditions, p. 59-83.

Capocci H., 2014, « Des circuits courts pour changer le monde, Potentialités et limites des circuits courts en tant qu'outil de changement social », *Pour que la terre tourne plus juste*, novembre.

Capt D., 2008, « Permanence et changement dans la production et la commercialisation des produits fermiers en France. Une approche économique », *Séminaire Filières courtes de distribution développement durable et territoires*, INRA, AgroParisTech, Paris, 8 avril.

Capt D., Chiffolleau Y., 2011, *Élaboration d'un référentiel technico-économique dans le domaine des circuits courts de commercialisation en agriculture*, Montpellier/Dijon, INRA/AgroSupDijon, Rapport de recherche pour le MAAP, non paginé.

Cerdd, 2010, *Explorez le développement territorial durable avec les circuits courts alimentaires*, Guide.

Chaffotte L., Chiffolleau Y., 2007, « Vente directe et circuits courts : évaluations, définitions et typologie », *Cahier de l'Observatoire*, n° 1, INRA, Montpellier.

Chevallier M., Dellier J., Richard F., Plumecocq G., 2014, « Dynamiques et structuration des circuits courts agroalimentaires en Limousin : distance institutionnelle, proximités spatiale et rationnelle », *Géographie, économie et société*.

Chiffolleau Y., Gauche A., 2013, « Diversité des stratégies et des performances dans les circuits courts alimentaires : une analyse croisée », *Congrès de l'Association Française de Sociologie : les dominations*, Nantes.

Chiffolleau Y., Prevost B., 2012, « Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires », *Norois* 2012/3, n° 224, p. 7-20.

Chiffolleau Y., Laporte J.-P., Touzard J.-M., 2008, « White and wines : un modèle de marchés à l'épreuve des vins du Languedoc » in Dreyfus F., Chiffolleau Y., Touzard J.-M. (dir.), *Nouvelles figures des marchés agroalimentaires : apports croisés de la sociologie, de l'économie et de la gestion*, Versailles, Symposcience, Éditions QUAE, p. 87-105.

Chiffolleau Y., Laporte J.-P., 2004, « La formation des prix : le marché des vins de Bourgogne », *Revue française de sociologie*, 45(4), p. 653-680.

Chiffolleau Y., 2008, « Les circuits courts de commercialisation en agriculture : diversité et enjeux pour le développement durable », in Maréchal G. (dir.), *Les circuits courts alimentaires*, Educagri, Dijon, p. 21-30.

Creswell J. W., Plano Clark V. L., 2007, *Designing and conducting mixed methods research*, Thousand Oaks, CA, Sage.

Delfosse C., Bernard C., 2007, « Vente directe et terroir », *Méditerranée*, 109, p. 23-29.

Detre J., Mark T., Mishra A., Adhikari A., 2011, "Linkage Between Direct Marketing and Farm Income: A Double-Hurdle Approach", *Agribusiness*, 27 (1), p. 19-33.

Dubuisson-Quellier S., 2008, "From consumer sovereignty to consumer governance. Room for choice in consumption", in G. Farrell (dir.), *Rethinking consumer behaviour for the well-being of all. Reflections on individual consumer responsibility*, Strasbourg: Council of Europe.

Dubuisson-Quellier S., Navarrete M., Pluvinage J., 2006, « Les organisations de producteurs au cœur de la valorisation de la qualité des fruits. Une diversité de stratégies en Rhône- Alpes », *Économie rurale*, 292, p. 18-34.

- Dufour A., Lanciano E., 2012, « Les circuits courts de commercialisation : un retour de l'acteur paysan », *Revue française de socio-économie*, n° 9, p. 153-169.
- Fourcade C., 2006, « Des dynamiques de proximité innovantes : le cas des SYAL en France », 3^e colloque international du réseau SYAL : ALTER 06 "Alimentacion y Territorios", Baeza (Espagne), 18-21/10.
- Gilly J-P., Lung Y., 2008, « Proximités, secteur et territoire », in Laurent C., Du Tertre Ch. (dir.), *Secteurs et territoires dans les régulations émergentes*, L'Harmattan, Paris, 2008, p. 161-180.
- Gondard-Delcroix C., 2006, *La combinaison des analyses qualitative et quantitative pour une étude des dynamiques de pauvreté en milieu rural malgache*, Thèse de Doctorat, Économie, Université Bordeaux 4.
- Granovetter M., 1973, "The strength of weak ties", *American journal of sociology*, vol. 78, n° 6, p. 1360-1380.
- Grossetti M., 2006, « Réseaux sociaux et ressources de médiation dans l'activité économique », *Sciences de la Société*, p. 83-103.
- Herault-Fournier C., Merle A., Prigent-Simonin A-H., 2012, « Comment les consommateurs perçoivent-ils la proximité à l'égard d'un circuit court alimentaire ? », *Management & Avenir*, n° 53.
- Herault-Fournier C., Prigent-Simonin A-H., 2005, « La dimension relationnelle de la qualité des produits alimentaires », *Symposium international Territoires et enjeux du développement régional*, Lyon, 9-11 mars.
- Herault-Fournier C., Prigent-Simonin A-H., 2006, « Le rôle de la confiance personnelle dans les relations directes producteurs consommateurs », *Séminaire de Recherche Réseau Économie Sociale et Solidaire*, 8 juin.
- Hérault C., Merle A., Prigent-Simonin A-H., Amil C., 2009, « Les points de vente collectifs de produits alimentaires : au croisement de différentes formes de proximité », 6^e Journées de la Proximité, Université de Poitiers.
- Hochedez C., 2008, « Le bonheur est dans le panier. Réseaux alimentaires alternatifs et commercialisation des produits issus de l'agriculture biologique : l'exemple suédois », *Géocarrefour*, 83, p. 225-233.
- Joly P-B., Paradeise C., 2003, « Agriculture et alimentation : nouveaux problèmes, nouvelles questions », *Introduction, Sociologie du Travail*, n° 45, p. 1-8.
- Kneafsey M., Venn L., Schmutz U., Balázs B., Trenchard L., Eyden-Wood T., Bos E., Sutton G. et Blackett M., 2013, *Short Food Supply Chains and Local Food Systems in the EU. A State of Play of their Socio-Economic Characteristics*, JRC Report 25911, 6/2013.
- Lanciano E., Saleilles S., 2010, « Le développement des circuits courts alimentaires : un nouveau souffle entrepreneurial dans l'agriculture ? », *Congrès International Francophone sur l'Entrepreneuriat et la PME*, Bordeaux.
- Langhade E., 2010, « Circuits courts : une relation de proximité », *Chambres d'Agriculture*, 991, 30 p.
- Lescureux F., 2003, *Les relations des agriculteurs au territoire au travers de la vente directe et de l'accueil à la ferme. Le cas de la région des Monts de Flandres*, thèse de doctorat Lille, Université des sciences et technologies de Lille, 315 p.

- Maréchal G., 2008, *Les circuits courts alimentaires : bien manger dans les territoires*, Dijon, Éditions Educagri, 215 p.
- Maréchal G., Spanu A., 2010, « Les circuits courts favorisent-ils l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement ? », *Courrier l'environnement de l'INRA*, 59, p. 33-46.
- Marsden T., Banks J., Bristow G., 2000, "Food supply chain Approaches : exploring their role in Rural Development », *Sociologia Ruralis*, vol. 40, n° 4, p. 424-438.
- Mundler P., 2007, « Les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en Rhône-Alpes, entre marché et solidarité », *Ruralia*, n° 20.
- Novel A-S., 2010, *Le Guide du locavore pour mieux consommer local*, Paris, Eyrolles.
- Parker G., 2005, *Sustainable food ? Teikei, Co-operatives and food citizenship in Japan and the UK*, Working papers in Real Estate & Planning, Avril.
- Penker, M., 2006, " Mapping and measuring the ecological embeddedness of food supply Chains", *Geoforum*, 37(3), p. 368-379.
- Pirog R., Benjamin A., 2003, *Checking the food odometer : comparing food miles for local versus conventional produce sales to Iowa institutions*, Leopold Center for Sustainable Agriculture.
- Praly C., Chazoule C., Delfosse C., Bon N., Cornee M., 2009, « La notion de « proximité » pour analyser les circuits courts », *Colloque ASRDLF 2009*, Clermont-Ferrand.
- Praly C., Chazoule C., Delfosse C., Mundler P., 2014, « Les circuits de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires », *Géographie, Économie, Société*, vol. 16, n° 4, p. 455-478.
- Praly C., Chazoule C., 2013, « Les circuits de proximité en fruits, une économie de la variabilité complémentaire de l'expédition », *Review of Agricultural and Environmental Studies*, vol. 94, n° 1, p. 39-64.
- Prigent-Simonin A-H., Hérault-Fournier C., 2012, *Au plus près de l'assiette, Pérenniser les circuits courts alimentaires*, Dijon, Éditions Educagri, Quae Éditions, Collection « Science et partage », 261 p.
- Renting H., Marsden T., Banks J., 2003, "Understanding alternative food networks : exploring the role of short supply chains in rural development", *Environment and Planning*, 35, p. 393-411.
- Richard F., Chevallier M., Dellier J. et Lagarde V., 2014, « Circuits courts agroalimentaires de proximité en Limousin : performance économique et processus de gentrification rurale », *Norois*, n° 230.
- Saunders C., Barber A., Taylor G., 2006, *Food miles - comparative energy/emissions performance of New Zealand's agriculture industry*, Research Report, Agribusiness & Economics Research Unit, Lincoln University.
- Sirieux L., Grolleau G., Schaer B., 2008, "Do consumers care about food miles ? An empirical analysis in rance", *International Journal of Consumer Studies*, 32, p. 508-515.
- Small ML., 2011, "How to Conduct a Mixed Methods Study : Recent Trends in a Rapidly Growing Literature", *Annual Review of Sociology*, vol. 37, p. 57-86
- Smith A., Mac Kinnon J.B., 2007, *The 100 Mile Diet, a year of local eating*, Éditions Vintage Canada, 266 p.
- Stange, K. Crabtree, B. et Miller, W., 2006, "Multimethod Research", *Annals of Family Medicine*, vol. 4, p. 292-294.

Strauss, A., Corbin, J., 1998, *Basics of qualitative research : Techniques and procedures for developing grounded theory*, Thousand Oaks, Sage.

Testenoire A., Trancart D., 2003, « Contribution à l'analyse des trajectoires d'insertion : entre analyse quantitative et qualitative », *Premières rencontres jeunes et sociétés en Europe et autour de la méditerranée*, Marseille 2003.

Vilain L., Boisset K., Girardin P., Guillaumin A., Mouchet C., Viaux P., Zahm F., 2008, *La méthode IDEA. Indicateurs de durabilité des exploitations agricoles*, 3^e édition actualisée, Éditions Educagri, Dijon, 184 p.

Zahm F., Alonso Ugaglia A., Del'Homme B., 2013, « L'évaluation de la performance globale d'une exploitation agricole. Synthèse des cadres conceptuels, des outils de mesure et application avec la méthode IDEA, 8^e congrès du RIODD, juin 2013, Lille, France. 32 p.

Winter S., 1984, "Schumpeterian competition in alternative technological regimes", *Journal of economic behaviour and organization*, vol. 5, p. 287-320.

ANNEXES

Annexe1. Spécialisation et spécificité des CCA en régions

	Nord-Pas-de-Calais	Poitou-Charentes	France
Nombre exploitations CC	2623	2746	107000
Nombre exploitations Total	13497	25442	514694
Part des CC en %	20	11	21
Indice de spécialisation des CC	19,43	10,79	/
Indice de spécificité des CC	0,93	0,51	/

Note de lecture : L'indice de spécialisation correspond à la part des exploitations en CCA de la région dans l'effectif total des exploitations régionales. L'indice de spécificité est le rapport entre la part des CCA en région et la part moyenne des exploitations en CCA en France (21 %). Source : Données Agreste, RGA, 2010

Annexe 2. Population étudiée

		Données qualitatives			Données quantitatives			
		Type	Nb	%	Moyenne	Min	Max	
Caractéristiques exploit	Age	-	-	-	46	32	65	
	Sexe	Masculin	19	70%	-	-	-	
	Statut	Et	15	56%	-	-	-	
		Société	12	44%	-	-	-	
	Localisation	Nord Pas de Calais	14	52%	-	-	-	
	Début CC	-	-	-	2001	1977	2014	
	Taille (SAU)	-	-	-	77	0	363	
Produit et commercialisation	Produit majoritaire*	Maraichage	11	41%	-	-	-	
		Produits animaux	10	37%	-	-	-	
		Élevage laitier	2	7%	-	-	-	
		Ruches	1	4%	-	-	-	
		Autres	3	11%	-	-	-	
	Produit transformé	Oui	18	67%	-	-	-	
	Autres services	Gîte/chambre d'hôte/ferme auberge	3	11%	-	-	-	
		Ferme pédagogique/animation	4	15%	-	-	-	
		Traiteur/repas pour groupe	2	7%	-	-	-	
		Visite et dégustation	4	15%	-	-	-	
		Autres act non agricoles	2	7%	-	-	-	
		Oui	18	67%	-	-	-	
		Nb canaux distribution	-	-	-	3,7	2	8
		Type canaux distribution	Marchés réguliers	11	41%	-	-	-
			Magasins/associations producteurs/épicerie	17	63%	-	-	-
			Vente directe (ferme)	25	93%	-	-	-
	GMS		7	26%	-	-	-	
	Restaurant		7	26%	-	-	-	
	Marchés ponctuels/spécialités		5	19%	-	-	-	
	Circuit long (Coop, abattoir, industrie)		16	59%	-	-	-	
	Amap/paniers		2	7%	-	-	-	
	Autres		11	41%	-	-	-	
	% des ventes en CC		-	-	-	66	5	100
Raisons CC	Meilleure valorisation du travail/des produits	14	52%	-	-	-		
	Contraintes/opportunités de structure	13	48%	-	-	-		
	Désintermédiation	10	37%	-	-	-		
	Local/à vie en campagne	3	11%	-	-	-		
	Trouver des marchés/demande existante	8	30%	-	-	-		
	Autres	7	26%	-	-	-		

*Produits majoritaires : (1) Maraichage, 2) Produits animaux autres que lait et œufs, 3) Élevage laitier, 4) Ruches, 5) Autres

Annexe 3. Dimension économique des CCA

		Données qualitatives			Données quantitatives		
		Type	Nb	%	Moyenne	Min	Max
Dimension économique	Nb UTA	-	-	-	3,3	0,75	13
	CA***	-	-	-	545470	9500	2270000
	EBE***	-	-	-	109150	5000	430000
	EBE/CA	-	-	-	0	0	0,53
	CA/UTA	-	-	-	126160	9500	349230
	EBE/UTA	-	-	-	30188	0	71666
	Andes PAC/CA	-	-	-	7%	0%	40%
	Nb produits**	-	-	-	2,7	1	5
	Percenté	Quasi-certaine	18	67%	-	-	-
		Souhaitée	5	19%	-	-	-
		Probable	4	15%	-	-	-
		Inexistence	0	0%	-	-	-
		Autres	19	70%	-	-	-
	Raisons d'achat	Qualité/prix/fraisicheur	19	70%	-	-	-
		Proximité/coûts de transport	7	26%	-	-	-
		Local	9	33%	-	-	-
		Contact	10	37%	-	-	-
Confiance/sécurité/connaissance du produit		15	56%	-	-	-	
Autres		9	33%	-	-	-	

*** CA et EBE de l'année 2013 ou 2014 selon la disponibilité des données

** Nombre de produits : (1) fruits et leurs dérivés, 2) légumes et leurs dérivés, 3) ovins, 4) bovins, 5) porcins, 6) caprins, 7) volailles, 8) lapins, 9) autruches, 10) escargots, 11) équidés, 12) lait brut, 13) produits transformés, 14) ruches et leurs dérivés, 15) grandes cultures, 16) bière, 17) épices et leurs dérivés.

Annexe 4. Dimension sociale des CCA

		Données qualitatives			Données quantitatives		
		Type	Nb	%	Moyenne	Min	Max
Dimension sociale / associative	Relations client	Discussion méthodes de production	18	67%	-	-	-
		Autres échanges	15	56%	-	-	-
		Fidélité des clients	14	52%	-	-	-
		Relations personnelles	2	7%	-	-	-
	Relations producteurs	CUMA	14	52%	-	-	-
		Relations informelles et d'échanges	15	56%	-	-	-
		GLE et Vente en commun	13	48%	-	-	-
		Banque de travail	6	22%	-	-	-
		Mitralisation pour livraisons et commandes	6	22%	-	-	-
		Autres relations	6	22%	-	-	-
	Participation via locale	Syndicats agricoles	11	41%	-	-	-
		Associations non productives	7	26%	-	-	-
		Responsabilité électorale	6	22%	-	-	-
		Autres	2	7%	-	-	-
	Isolément (0 à 3)	-	-	-	0,7	0	3
	Qualité de vie (0 à 6)	-	-	-	4,1	1	5,5
	Aspects négatifs	Revenu	8	30%	-	-	-
Temps de travail important		19	70%	-	-	-	
Pénibilité		2	7%	-	-	-	
Autres		5	19%	-	-	-	

Annexe 5. Dimension environnementale des CCA

		Données qualitatives			Données quantitatives		
		Type	Nb	%	Moyenne	Min	Max
Dimension environnementale	Mise / Zones natura 2000	Oui	5	19%	-	-	-
	Traitements	Oui	1	4%	-	-	-
		Roisonné	14	52%	-	-	-
		Non	12	44%	-	-	-
	Irrigation	Oui	9	33%	-	-	-
	Distance max (Km) en CC	-	-	-	70,4	0	525
	Nombre cultures	-	-	-	8	1	12
Label Bio	oui	6	22%	-	-	-	

NOTES

1. Bien que cette définition officielle n'intègre pas la question de la distance spatiale, les CCA sont généralement distingués selon que la distance entre consommateurs et producteurs est inférieure (ou supérieure) à 80 km (cf. Arrêté du 12 décembre 2009) et les travaux de différents auteurs (Praly et al, 2014 ; Maréchal, 2008 ; Mundler, 2007 ; Chafotte et Chiffolleau, 2007 ; Chiffolleau et Prévost, 2008). Les CCA se différencient ainsi selon l'existence (ou non) d'une proximité géographique mais également selon la présence (ou non) d'un dispositif de médiation entre le consommateur et le producteur (cf. Boutry et Ferru, 2016, pour une typologie des CCA basée sur les proximités).
2. Voir les programmes Salt en Bretagne, Coxinel en Languedoc-Roussillon et Liproco en régions Grand-Ouest et Rhône-Alpes).
3. « *Élaboration d'un référentiel pour évaluer la performance technique, économique, sociale et environnementale et favoriser le développement des circuits courts de commercialisation.* »
4. Ces seuils ne doivent toutefois pas être interprétés comme des moyens d'établir une typologie entre performants/non performants, d'autant que ce type de seuil est fortement dépendant de la stratégie de l'exploitation (rationalisation des charges ou non).
5. L'Unité de Travail Annuel est l'unité de mesure de la quantité de travail humain fourni sur chaque exploitation agricole. Cette unité équivaut au travail d'une personne travaillant à temps plein pendant une année.
6. Une partie de la grille d'analyse a été construite à partir de catégories existantes dans la littérature sur les CCA (et permet de faire des comparaisons) ; l'autre partie était initialement

non définie et les catégories d'analyse ont alors été construites à partir des verbatim (i.e. codage axial), (Strauss et Corbin (1998).

7. Nous n'avons pas intégré de critères liés à la distance spatiale entre consommateurs et producteurs.

8. Bienvenue à la ferme est une marque commerciale française des chambres d'agriculture, il s'agit du principal réseau de producteurs fermiers et d'accueil touristique dans les fermes par les agriculteurs français. L'utilisation de l'annuaire de ces adhérents peut entraîner un biais dans notre échantillon mais il s'avère relativement complet pour traiter des exploitations en CCA.

9. Ils vendent à des magasins de production (17 exploitants sur 27), à des restaurants (7 sur 27), à des AMAP (2 sur 27). Ces derniers constituent un moyen de commercialisation assez marginal et les ventes par internet sont également quasiment inexistantes pour notre échantillon alors que le e-commerce constitue aujourd'hui de manière générale une forme importante de vente.

10. Nous avons distingué 17 types de produits : fruits et leurs dérivés, légumes et leurs dérivés, ovins, bovins, porcins, caprins, volailles, lapins, autruches, escargots, équidés, lait brut, produits transformés, ruches et leurs dérivés, grandes cultures, bière, épices et leurs dérivés.

RÉSUMÉS

Si les travaux sur les circuits courts ont permis d'améliorer le niveau de connaissances sur le sujet, la validation empirique de leur durabilité apparaît encore nécessaire compte tenu du manque de données disponibles. Le papier cherche à alimenter cette littérature en proposant un cadre méthodologique original basé sur une méthode mixte d'analyse permettant d'appréhender les trois piliers du développement durable en tenant compte de son caractère systémique. Ce cadre est ensuite testé empiriquement sur une vingtaine d'exploitations en circuits courts : la combinaison de matériaux quantitatifs et qualitatifs permet de nuancer et de préciser les effets des circuits courts en termes de durabilité.

If the researches about short food supply chain give interesting knowledge, the empirical validation of their durability is even necessary given the lack of available data on the subject. The paper seeks to contribute to this literature by providing a unique methodological framework based on a mixed-method analysis to apprehend the three pillars of sustainable development, taking into account its systemic nature. This framework is then tested empirically over twenty farms in short circuits: the combination of the collection of materials both quantitative and qualitative allows us to qualify and to give precisions about the sustainability of short circuits.

INDEX

Mots-clés : circuits courts, durabilité, méthode mixte, données

AUTEURS

ORNELLA BOUTRY

Ornella Boutry est maître de conférences en économie au sein de la faculté des Sciences économiques et sociales de l'université Lille 1. Elle est membre du Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Économiques – Clersé (UMR CNRS 8019). Ses recherches portent principalement sur l'analyse des modifications des pratiques agricoles, les relations entre circuits courts et développement durable et l'évaluation de l'impact des instruments de politiques environnementale en agriculture.

MARIE FERRU

Marie Ferru est maître de conférences en Sciences économiques à l'université de Poitiers. Elle est membre du laboratoire CRIEF travaille principalement sur la problématique entreprises-territoires. Ses recherches, initialement centrées sur la géographie de l'innovation et le développement territorial, portent également sur les stratégies environnementales des firmes, le développement durable et les circuits courts. L'ensemble de ses travaux s'appuie sur une méthodologie commune originale consistant à combiner matériaux quantitatif et qualitatif (i.e. méthode mixte).